



**PRÉFET
DES HAUTS-DE-SEINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination
des politiques publiques
et de l'appui territorial**

Arrêté préfectoral DCPAT n°2020-176 du 2 décembre 2020, mettant en demeure la société SCI GENNEVILLIERS LOGISTICS INVESTMENTS de respecter, dans un délai de 3 mois, la condition 1 du titre I de l'article 1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2005-098 du 8 mars 2005, les dispositions des points 1.2, 13, 14, 22, 25 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017, la disposition du point 6.3 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 et les dispositions de l'article R.224-36 du code de l'environnement pour les installations qu'elle exploite au 97/129, rue du Moulin Cage à Gennevilliers.

**Le préfet des Hauts-de-Seine,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code de l'environnement, parties législative réglementaire, et notamment les articles L171-6, L.171-8, L.181-14, L.514-5, R.512-46-23,

Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,

Vu le décret du 22 août 2017 portant nomination de Monsieur Vincent Berton sous-préfet, en qualité de secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine,

Vu le décret du 29 juillet 2020, portant nomination de Monsieur Laurent Hottiaux en qualité de préfet des Hauts-de-Seine (hors classe),

Vu l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (A compter du 1er janvier 2021, l'intitulé devient " relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ",

Vu l'arrêté ministériel du 3 août 2018, relatif aux prescriptions générales applicables aux appareils de combustion, consommant du biogaz produit par des installations de méthanisation classées sous la rubrique n° 2781-1, inclus dans une installation de combustion classée pour la protection de l'environnement soumise à déclaration sous la rubrique n° 2910 (applicable à compter du 20 décembre 2018)

Vu l'arrêté préfectoral n°2005-098 du 8 mars 2005 autorisant la SCI GENNEVILLIERS LOGISTICS INVESTMENTS à exploiter au 97/129 rue du Moulin Cage à Gennevilliers,

Vu l'arrêté PCI n° 2020-114 du 31 août 2020 portant délégation de signature à Monsieur Vincent Berton, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine,

Vu l'inspection réalisée par l'unité départementale des Hauts-de-Seine de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Énergie d'Île-de-France (DRIEE), le 23 septembre 2020, dans les locaux de la SCI GENNEVILLIERS LOGISTICS INVESTMENTS situé 97/129, rue Moulin Cage à Gennevilliers,

Vu le rapport de madame la cheffe de l'unité départementale des Hauts-de-Seine de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Énergie d'Île-de-France (DRIEE) en date du 27 octobre 2020,

Vu les constats relevés lors de visite d'inspection du 23 septembre 2020 précité, à savoir le non-respect des conditions suivantes :

- 1 du titre 1 de la condition 1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2005-098 du 08 mars 2005 précité, relatif aux modifications apportées aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- du point 1.2 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 précité, relatif au contenu du dossier,
- du point 25 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 précité, relatif à la surveillance,
- du point 13 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 précité, relatif aux moyens de lutte mis en place contre l'incendie,
- du point 22 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 précité, relatif à l'Indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie et à la maintenance,
- de l'article 6.3 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 précité, relatif à la surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée,
- du point 14 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 précité, relatif à l'évacuation du personnel,
- de l'article R. 224-36 du code de l'environnement précité, relatif au contrôle périodique des installations thermiques,

Vu le courrier de madame la cheffe de l'unité départementale des Hauts-de-Seine de la DRIEE en date du 27 octobre 2020 transmettant à la société SCI GENNEVILLIERS LOGISTICS INVESTMENTS le rapport du 27 octobre 2020 et de la proposition faite au préfet de le mettre en demeure de respecter les conditions d'exploitations des installations situées au 97/129, rue Moulin Cage à Gennevilliers, et de la possibilité de formuler des observations dans un délai de 15 jours à compter de la réception du courrier,

Vu l'absence d'observations de l'exploitant,

Considérant que suite à l'inspection du 23 septembre 2020, madame la cheffe de l'unité départementale des Hauts-de-Seine de la DRIEE, dans son rapport du 27 octobre 2020 précité, a relevé le non respect de plusieurs conditions d'exploitation et que celles-ci constituent des non-conformités notables,

Considérant que l'exploitant n'a pas déclaré certaines activités de l'établissement, en méconnaissance de la condition 1 du titre 1 de l'article 1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation RAA n°2005-098 du 08 mars 2005,

Considérant que l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier, en méconnaissance du point 25 de l'annexe II de l'arrêté du 11 avril 2017, d'une surveillance permanente de l'entrepôt qui permette :

- d'alerter de l'équipe d'intervention,
- aux services de secours en cas d'incendie d'accéder au site,
- d'assurer leur accueil sur place et de leur permettre l'accès à tous les lieux,

Considérant que l'exploitant n'a pas été en mesure de mettre à la disposition de l'inspection des installations classées le dossier de l'établissement, en méconnaissance du point 1.2 de l'annexe II de l'arrêté du 11 avril 2017 précité,

Considérant que l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de l'organisation d'un exercice de défense contre l'incendie et d'évacuation, en méconnaissance du point 13 de l'annexe II de l'arrêté du 11 avril 2017 précité,

Considérant que l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la présence en permanence de personnel formé aux tâches de sécurité incendie dans les périodes et les zones concernées par l'indisponibilité du système d'extinction automatique d'incendie, en méconnaissance du point 22 de l'annexe II de l'arrêté du 11 avril 2017 précité,

Considérant qu'il a été constaté lors du contrôle périodique des installations thermiques que celles-ci n'étaient pas conformes à la réglementation en vigueur,

Considérant que ni l'exploitant ni le propriétaire n'ont pris les mesures nécessaires, dans le délai de 3 mois à compter du contrôle des installations thermiques, afin que leurs installations thermiques soient conformes aux obligations prévues par les articles R.224-22 à R.224-29

l'organisation mise en place visant à garantir la présence en permanence de personnel formé aux tâches de sécurité incendie dans les périodes et les zones concernées par l'indisponibilité du système d'extinction automatique dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 7 :

La société SCI GENNEVILLIERS LOGISTICS INVESTMENTS est mise en demeure, conformément aux dispositions de l'article R. 224-36 du code de l'environnement, de prendre les mesures nécessaires à la mise en conformité des chaudières de l'installation aux prescriptions des articles R. 224-22 à R. 224-29 du code de l'environnement en prenant les mesures des polluants rejetés par son installation de combustion,

ARTICLE 8 :

La société SCI GENNEVILLIERS LOGISTICS INVESTMENTS est mise en demeure, conformément aux dispositions du point 6.3 de l'annexe I de l'arrêté du 03 août 2018 précité, en réalisant et justifiant de la réalisation d'une mesure des polluants rejetés par l'installation de combustion datant de moins de 3 ans,

ARTICLE 9 :

La société SCI GENNEVILLIERS LOGISTICS INVESTMENTS est mise en demeure, conformément aux dispositions du point 14 de l'annexe II de l'arrêté du 11 avril 2017 précité, d'organiser un exercice d'évacuation tous les 6 mois.

ARTICLE 10 :

La société SCI GENNEVILLIERS LOGISTICS INVESTMENTS est mise en demeure de fournir un échéancier de mise en conformité des équipements des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie, ainsi que des installations électriques et de chauffage, visant à satisfaire aux dispositions du point 22 de l'annexe II de l'arrêté du 11 avril 2017 précité. L'échéancier sera justifié par une étude technico-économique visant à effectuer les travaux nécessaires dans des délais aussi court que techniquement et économiquement possible.

ARTICLE 11 : Voie et délais de recours

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative compétente dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou de sa publication. Dans ce délai, cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai de recours contentieux.

ARTICLE 12 - Publication

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture des Hauts-de-Seine, pendant une durée d'un mois.

Un affichage est effectué en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement.

Un extrait sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Hauts-de-Seine.

ARTICLE 13 - Exécution

Monsieur le secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine, monsieur le maire de Gennevilliers, madame la cheffe de l'unité départementale des Hauts-de-Seine de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie en Île-de-France, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le préfet,

Pour le Pré

Le Secré

tion

Vincent BERTON

Considérant que l'exploitant n'a pas pu justifier, en méconnaissance du point 6.3 de l'annexe I de l'arrêté du 03 août 2018 précité, de la réalisation d'une mesure des polluants rejetés par l'installation de combustion datant de moins de 3 ans,

Considérant que le non-respect de ces dispositions constitue des non-conformités notables,

Considérant que madame la cheffe de l'unité départementale des Hauts-de-Seine de la DRIEE dans son rapport précité du 27 octobre 2020 propose de mettre en demeure la société SCI GENNEVILLIERS LOGISTICS INVESTMENTS de respecter les non-conformités constatées lors de la visite d'inspection précitée du 23 septembre 2020,

Considérant qu'il convient de garantir les intérêts protégés par l'article L.511-1 du code de l'environnement,

Sur proposition de monsieur le secrétaire général,

ARRETE

ARTICLE 1 :

La société SCI GENNEVILLIERS LOGISTICS INVESTMENTS, représentée par son directeur général délégué, exploitant un entrepôt couvert situé au 97/129 rue du Moulin de Cage à GENNEVILLIERS (92230), relevant d'un classement en autorisation au titre de la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), est mise en demeure de respecter, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions des articles 2 à 10 ci-dessous.

ARTICLE 2 :

La société SCI GENNEVILLIERS LOGISTICS INVESTMENTS est mise en demeure de respecter les dispositions de la condition 1 du titre 1 de l'article 1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation RAA n°2005-098 du 08 mars 2005.

Elle devra soit revenir en conformité à son arrêté d'autorisation, soit mettre en conformité l'installation avec la réglementation en vigueur et informer l'inspection des modifications par un porter à connaissance conformément à l'article R. 181-46 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 :

La société SCI GENNEVILLIERS LOGISTICS INVESTMENTS est mise en demeure, conformément aux dispositions du point 25 de l'annexe II de l'arrêté du 11 avril 2017 précité, de justifier d'une surveillance permanente de l'entrepôt permettant notamment l'alerte de l'équipe d'intervention, ainsi que l'accès des services de secours en cas d'incendie, d'assurer leur accueil sur place et de leur permettre l'accès à tous les lieux, y compris dans les cellules louées.

ARTICLE 4 :

La société SCI GENNEVILLIERS LOGISTICS INVESTMENTS est mise en demeure de constituer et tenir à la disposition de l'inspection des installations classées le dossier d'exploitation prescrit au point 1.2 de l'annexe II de l'arrêté du 11 avril 2017 précité,

ARTICLE 5 :

La société SCI GENNEVILLIERS LOGISTICS INVESTMENTS est mise en demeure, conformément aux dispositions du point 13 de l'annexe II de l'arrêté du 11 avril 2017 précité, d'organiser et de justifier de la réalisation d'un exercice de défense contre l'incendie.

ARTICLE 6 :

La société SCI GENNEVILLIERS LOGISTICS INVESTMENTS est mise en demeure, conformément aux dispositions du point 22 de l'annexe II de l'arrêté du 11 avril 2017, de démontrer et justifier